

# JUSQU'AU RETRAIT

Le projet de loi sur le système universel de retraites par points mettant fin aux régimes spéciaux existants, dont celui des agents de la fonction publique, est actuellement en discussion au Parlement. Ce projet a été présenté par le gouvernement comme une réforme de « justice » et « d'égalité ».

Jour après jour, semaine après semaine, le gouvernement et sa majorité présidentielle accumulent des défections, le torpillage du Conseil d'Etat le désaveu de plusieurs députés de la majorité LaREM, et dernièrement la position de la Ministre Marlène Shiappa, la Secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, s'inquiète du sort qui sera réservé dans le futur système aux femmes exerçant « des métiers dits pénibles ou physiques » ; celle-ci mettant le doigt sur l'absence de prise en compte de la pénibilité, en plus des inégalités de salaire H/F.

Malgré la contestation grandissante, avec 61% des français soutenant la mobilisation et 71% souhaitant le retrait de ce projet de réforme néfaste, le gouvernement jusqu'au-boutiste.

Ce projet ne pourra que creuser les inégalités entre les générations. Les choix libéraux qui sont faits ne

peuvent apporter que de la misère.

Les deux lois qui l'encadrent, avec 64 articles comportant des trous, complétés au fil du temps par 29 ordonnances, sont tout simplement la signature d'un chèque en blanc.

La création d'une caisse unique, la Caisse Nationale de Retraite Universelle (CNRU), gérée directement par l'Etat, comme le système anglo-saxon reculant sans fin l'âge de départ et liquidant des pensions de misère, incitant à la capitalisation pour ceux qui en auront les moyens, ouvre la boîte de Pandore aux fonds de pensions, tel Blackrock, ou aux assurances privées comme AXA.

Ce projet signe la mort des CNAV et CARSAT. C'est tout un pan de la Sécurité sociale par sa branche vieillesse qui disparaît et in fine la mort de la Sécurité sociale.

Il nous faut plus que jamais continuer la lutte engagée, maintenir la pression et mobiliser plus largement encore pour exiger une amélioration d'un système solidaire par répartition pour des droits nouveaux financés par nos cotisations sociales, pour une retraite calculée sur les 10 meilleures années, avec un départ à 60 ans et 37.5 annuités de cotisations.



## ENSEMBLE, EN MANIFESTATION LE JEUDI 13 FEVRIER 2020

- A Châteauroux : 10 h 00 place de la République
- A Issoudun : 15 heures devant le Centre des Congrès Les Elysées

Et encore plus nombreux dans la lutte, par la grève et la  
manifestation le JEUDI 20 FEVRIER 2020